

supérieur à l'heure actuelle à ce qu'il était l'année dernière et il équivaut pratiquement à celui de l'année précédente.

Les députés conservateurs aiment s'enorgueillir de la création de 1,5 million d'emplois mais ils refusent de nous préciser dans quels secteurs ces emplois se trouvent et dans quelle proportion il s'agit d'emplois à temps partiel. Ils ne nous disent pas combien d'emplois ont été supprimés durant la même période et de quel type d'emplois il s'agissait. Vous savez, monsieur le Président, ils adorent blâmer les libéraux. Ils l'ont encore fait tout à l'heure. Je connais un jeune homme qui éprouve certains problèmes à l'heure actuelle et qui aime à dire que ce n'est pas vraiment de sa faute, mais bien celle de ses parents qui l'ont élevé d'une certaine façon. Eh bien, mesdames et messieurs, si les ministériels ne pouvaient blâmer les libéraux, je crois que la plupart d'entre eux pourraient réduire leur discours de moitié, et en toute franchise, la moitié d'entre eux n'auraient rien à dire.

**Des voix:** Bravo!

**M. Duhamel:** C'est le même gouvernement qui a tenté de désindexer les pensions de vieillesse. Il n'a pu y parvenir, car les intéressés s'y sont opposés. Je suis fier que les personnes âgées y soient parvenues. Or, voilà que le gouvernement propose un programme plus astucieux grâce auquel il récupère sous forme d'impôts certaines prestations. Qu'en pensent les gens? A première vue, on se réjouit de cette mesure, mais, à bien y penser, on se rend compte que, si le gouvernement changeait un tant soit peu ce chiffre, l'inflation réduirait en gros de moitié l'impact de cette mesure.

Nous savons que le gouvernement peut changer ce chiffre n'importe quand et, bien entendu, les Canadiens s'y attendent. Ils se rappellent que le ministre du Commerce extérieur (M. Crosbie) a dit qu'on ne toucherait pas à l'assurance-chômage. Voilà ce que j'appelle une déclaration trompeuse. On n'a pas touché à l'assurance-chômage, on l'a dénaturée, on l'a démolie. Ce sont maintenant les travailleurs et les chômeurs qui doivent en faire les frais.

Le ministre des Finances (M. Wilson) a reçu beaucoup de félicitations de ses collègues et je comprends qu'ils l'aient en si haute estime. Mais ce ministre, en qui certains voient l'honnêteté faite homme, a déclaré pendant la campagne électorale que les promesses des conservateurs n'étaient pas des promesses, mais des engage-

ments. Ces engagements étaient prévus dans le cadre financier du gouvernement. J'invite le ministre et ses collègues à aller le dire aux femmes à propos des services de garderies. Allez donc le dire aux Canadiens. Demandez-leur s'ils croient qu'il s'agissait de promesses ou d'engagements. Le vice-premier ministre (M. Mazankowski) a déclaré que VIA Rail serait amélioré, que VIA Rail avait un avenir prometteur. On sait ce qui s'est passé. C'était une autre déclaration trompeuse, une autre déclaration sans lendemain. Le premier ministre (M. Mulroney) a déclaré qu'Air Canada n'était pas à vendre. Or, les conservateurs en ont vendu la moitié et ils s'apprêtent à vendre l'autre.

Le premier ministre a dit que son gouvernement augmenterait l'aide extérieure et il l'a réduite. Nombre de ministres ont dit que le développement régional ne subirait pas de compressions. Si vous le croyez, vous n'étiez pas à la période des questions aujourd'hui et vous ne portez pas attention à ce qui se passe dans l'Ouest.

Le gouvernement a dit qu'il serait juste. Nous venons de l'entendre dire par un député ministériel. Allez demander aux gens de Summerside si le gouvernement est juste. Demandez-le aux gens de Portage-la-Prairie, aux gens de toutes les collectivités du Canada.

Qu'a fait le gouvernement pour respecter son engagement dans le domaine de l'habitation? Rien. Qu'a-t-il fait à Radio-Canada? Des restrictions jusqu'à ne lui laisser que la peau et les os. Qu'a-t-il fait aux Postes? Réduit le service. Ses privatisations et dérèglementations massives vont nous causer toutes sortes de difficultés.

Voyez dans le domaine de la santé et de l'éducation, les réductions dans les paiements de transfert, les réductions dans la formation et le recyclage, les réductions ou blocages dans l'aide aux étudiants. Le gouvernement n'a rien fait qui vaille dans le domaine de l'éducation. Je me demande quelles raisons un député ministériel peut bien avoir de se vanter. Je n'oserais pas. J'aurais honte de le faire.

Les Canadiens commencent à réagir au budget. Laissez-moi vous dire, monsieur le Président, que la réaction sera forte quand ils verront plus clairement l'incidence massive du budget pour eux. Ils se feront entendre. Certains d'entre nous pensent que c'est délibérément qu'il leur a été distribué un flot d'information, pour les embrouiller. Nous citons des chiffres énormes qui ne leur disent pas grand-chose. Quand les Canadiens